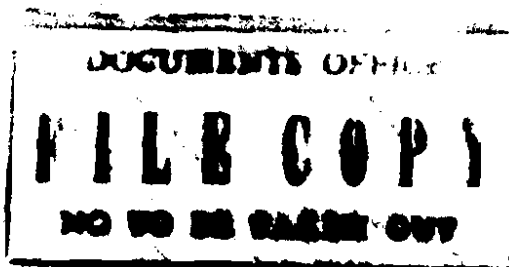




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Discut.
GENERALE

E/ECA/CM.11/39/Résumé
13 avril 1985

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

50377

50377

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Sixième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abéba (Ethiopie)
15-22 avril 1985

Point II.2 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Vingtième session de la Commission/
Onzième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abéba (Ethiopie)
25-29 avril 1985

Point II.2 de l'ordre du jour provisoire*

PROPOSITIONS EN VUE DE PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR ALIMENTAIRE
ET AGRICOLE AU COURS DE LA PERIODE 1986-1990

RESUME

* E/ECA/TPCW.6/I/Rev.3
E/ECA/CM.11/1/Rev.3

PROPOSITIONS EN VUE DE PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR
ALIMENTAIRE ET AGRICOLE AU COURS DE LA PERIODE 1986-1990

RESUME

Introduction

Le rapport d'évaluation E/ECA/CM11/37 porte sur les résultats enregistrés dans le domaine de la production alimentaire et agricole. Certains des principaux facteurs qui caractérisent ce secteur pour la période 1980-1985 sont : l'aggravation du déficit vivrier, une chute de 19 p. 100 de la production céréalière, la très grave pénurie alimentaire enregistrée dans 21 pays de la région ainsi que la dépendance accrue vis-à-vis des ressources vivrières et de l'aide alimentaire extérieure. La présente étude analyse les causes de cette grave crise et propose des solutions à moyen et à long terme. Ces propositions, loin de constituer une révision des stratégies du Plan alimentaire régional pour l'Afrique, sont plutôt destinées à les renforcer.

Les mesures d'urgence

Nombreux sont les pays de la région qui connaissent actuellement de graves pénuries alimentaires et sont de ce fait contraints de recourir à des mesures d'urgence telles que la mobilisation d'une assistance technique et financière, l'achat de vivres destinés à couvrir les besoins immédiats des populations, l'augmentation des capacités de stockage, l'amélioration des systèmes de distribution des produits vivriers, le renforcement des systèmes de gestion mis en place en vue des situations de crise et l'application de stratégies destinées à promouvoir la production locale de produits vivriers.

A court terme, il faudra, pour pallier aux difficultés nées des pénuries alimentaires, recourir aux sources extérieures de vivres par le biais de transactions commerciales ainsi qu'à l'aide alimentaire. Le déficit de la balance des paiements, qui constitue le lot d'un grand nombre de pays de la région, justifie le recours à l'aide extérieure. Jusqu'en février 1985, les organismes et pays donateurs s'étaient engagés à fournir 5,1 millions de tonnes de céréales aux 21 pays africains les plus touchés. Ce chiffre est bien inférieur aux besoins prévisionnels de ces pays et malheureusement, les prévisions en matière de production alimentaire pour 1985 ne laissent entrevoir aucune lueur d'espoir si l'on sait que de nombreux pays de la région s'attendent à des niveaux de production très inférieurs à la demande locale. Au reste, les gouvernements devraient également s'attacher à renforcer les systèmes de stockage et de transport ainsi que les circuits de distribution des données alimentaires afin d'améliorer la gestion de l'aide alimentaire d'urgence.

Les priorités en vue de la relance et de la modernisation

Les mesures de relance et de la modernisation du secteur agricole devront viser des objectifs à court et à moyen terme. A moyen terme, les gouvernements devront s'attacher à réaliser les taux de croissance de la production alimentaire et agricole préconisés dans

le scénario normatif décrit dans le document de la CEA : La CFA et le développement de l'Afrique : 1983-2008. Cette étude recommande des taux annuels de croissance allant de 3 à 4,6 p. 100 pour les produits vivriers tels que les racines, les tubercules, les légumineuses et la viande ainsi qu'un taux de croissance plus élevé pour les céréales. S'agissant des cultures de rente, les taux annuels proposés sont de 3,9 p. 100 pour le café, 7,1 p. 100 pour le coton, 3,1 p. 100 pour le cacao, 4,2 p. 100 pour le thé et 4,1 p. 100 pour le tabac.

Pour relancer et moderniser le secteur agricole, il faudra, entre autres, mieux utiliser les terres arables, augmenter les ressources humaines allouées à l'agriculture, utiliser des techniques améliorées dans la production agricole, et utiliser plus judicieusement les facteurs de production. Il ressort d'une comparaison entre l'Afrique et les autres régions du Tiers-Monde que l'Afrique est à la traîne en ce qui concerne l'exploitation des terres, la mise en valeur des ressources humaines et l'utilisation des engrais et des techniques d'irrigation. L'on devra également promouvoir l'exploitation de l'infrastructure en place tels que le réseau routier, les systèmes d'irrigation, les installations de distribution du courant électrique et les systèmes d'adduction d'eau.

Les gouvernements devront accorder la priorité à la mise en place et au fonctionnement de systèmes d'alerte précoce couvrant les céréales, la viande, le lait, les racines et tubercules, les légumineuses et les engrais. Cela suppose la mise en place de systèmes de collecte et de traitement de données portant sur le rendement des cultures les précipitations, l'approvisionnement des marchés et l'évolution des prix, autant de renseignements qui revêtent une importance capitale pour assurer la sécurité alimentaire aussi bien à l'échelle nationale que sur le plan international.

Stratégies à long terme en vue d'accroître la production alimentaire et agricole

Il est recommandé que les gouvernements entreprennent de réviser les stratégies et politiques à long terme visant à promouvoir la production alimentaire et agricole et, entre autres, accordent la plus haute priorité au développement de ce secteur. En outre, ces stratégies devront considérer le petit exploitant comme l'unité de base de toute action. Enfin, tous les individus impliqués dans le développement et les activités de ce secteur, à savoir les exploitants agricoles eux-mêmes, les artisans ruraux, les entrepreneurs, etc.. devront bénéficier d'une formation adéquate.

Le rôle de la recherche technique est primordial pour le développement du secteur agricole. Au nombre des domaines spécifiques à couvrir, il convient de citer la mise au point de variétés de plantes à haut rendement, de plantes résistantes à la sécheresse et aux maladies, d'espèces animales précoces et résistantes aux maladies et de systèmes de production agricole visant également à augmenter le nombre de récoltes, ainsi que l'extension des terres cultivées grâce à la mise en valeur des zones semi-arides.

L'on devra développer suffisamment les infrastructures et systèmes utilisés dans l'agriculture pour leur permettre de répondre aux besoins de ce secteur. Il s'agit notamment des réseaux routiers des systèmes d'irrigation, des moyens de stockage, des agro-industries, des systèmes de distribution du courant électrique, des réseaux d'adduction d'eau, des organismes de commercialisation et de crédit ayant une incidence directe sur les activités de production agricole, ainsi que des services sociaux tels que la santé, l'éducation et le logement.

L'un des objectifs de développement à atteindre dans ce secteur concerne l'amélioration de la qualité du milieu. Ainsi, l'on se devra de lutter contre l'érosion des sols, la déforestation, le surpâturage, la pratique de cultures itinérantes et le gaspillage des ressources en eau. En outre, il faudra fixer et faire respecter des normes de tolérance en matière de substances toxiques.

L'interdépendance en matière d'agriculture se manifeste dans des secteurs comme le commerce international, la sécurité et l'aide alimentaires, l'assistance financière et technique, la recherche et le transfert des techniques: aussi est-ce dans ces domaines qu'il faudra promouvoir en priorité la coopération interrégionale et intra-africaine.

Le développement du secteur agricole passe nécessairement par l'utilisation de ressources financières et humaines suffisantes, conformément aux recommandations du Plan alimentaire régional pour l'Afrique. En adoptant des mesures appropriées, les gouvernements peuvent parvenir à mobiliser suffisamment de ressources à l'échelle nationale pour financer les investissements nécessaires au développement du secteur agricole. Il s'agira, entre autres, d'étendre le système financier aux zones rurales en permettant aux exploitants agricoles, dont la capacité d'épargne demeure sous-utilisée, d'avoir accès aux services bancaires, de mettre au point un système d'incitations dans le domaine de l'épargne et d'augmenter les taxes sur les produits de luxe ainsi que l'impôt sur le revenu non gagné et la fortune. Ces dernières années, les entrées de ressources financières extérieures, si elles ont augmenté en valeur absolue, n'ont pas progressé en valeur réelle.

Proposition en vue d'un meilleur suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos au cours de la période 1986-1990

L'accent est mis dans le Plan d'action de Lagos, sur la nécessité de mettre en place et d'exploiter des systèmes de suivi et d'évaluation des efforts visant à réaliser les objectifs dudit plan. Les actions de suivi devront être engagées au niveau national. Toutefois, il est malaisé d'harmoniser les systèmes de suivi en raison des différences observées dans les systèmes d'organisation et les modes de gestion mis en place dans les pays. Il se dégage cependant des priorités communes à tous les pays comme par exemple le choix et la mise au point des indicateurs socio-économiques nécessaires au

suivi de l'évolution des différents domaines couverts par les plans nationaux, l'établissement de normes relatives à ces indicateurs ainsi que la collecte systématique et régulière des divers types de données quantitatives connexes. Au niveau régional l'on se devra d'assurer le suivi régulier de l'évolution d'un certain nombre de domaines, y compris les dispositions relatives à la sécurité alimentaire au niveau des sous-régions et la mise en place aussi bien d'une structure destinée au commerce des produits alimentaires que d'un système de coopération entre pays, sous la forme d'accords portant sur la production, le commerce, les prix et les questions financières. Par ailleurs, il faudra renforcer la coopération entre les différentes institutions, notamment entre la FAO, l'OUA et la CEA pour assurer le suivi de la réalisation des objectifs définis au chapitre du Plan d'action de Lagos relatif à l'agriculture. Enfin, il est instamment demandé aux ministres de recommander la mise en place d'un système réaliste de suivi et de demander à l'OUA à la FAO et à la CEA de collaborer à la réalisation de cet objectif.